

Questions orales

M. Broadbent: Monsieur le Président, le premier ministre sait parfaitement bien que chaque année, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, des milliers d'emplois sont créés. Là n'est pas la question.

Des voix: Erreur, erreur!

M. Broadbent: La question, et j'aimerais que le premier ministre puisse le comprendre, consiste à savoir si plus d'emplois auraient été créés sans l'Accord de libre-échange. Ce devrait être le sujet d'une étude sérieuse et le gouvernement devrait en commander une.

[Français]

Le premier ministre comprend très bien que pendant la *week-end* le ministre responsable de l'Agriculture a admis dans la province de Québec, dans un discours, je crois, que depuis cet accord commercial, les résultats pour le Canada ont été très négatifs dans son ministère, pour le porc, le boeuf, le sucre, le poisson, entre autres. Et selon cette étude, aujourd'hui nous avons perdu presque 60 000 emplois dans le secteur manufacturier. Si cela est vrai, n'est-ce pas suffisant pour le gouvernement de mettre fin à cet accord?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, le ministre d'État (Agriculture) demeure quand même inquiet devant certains gestes ou certaines décisions vexatoires de la part de l'Administration américaine, compte tenu de l'entrée en vigueur du Traité de libre-échange. La semaine dernière, nous avons rencontré la direction de l'UPA, le ministre de l'Agriculture, le ministre d'État (Agriculture), le ministre du Commerce international et moi-même, justement pour discuter et approfondir les solutions en ce qui concerne les problèmes de cette nature. Alors, bien sûr, il faut être vigilant en ce qui concerne tout traité commercial. Et le ministre essaie de le faire. Je pourrais peut-être lui faire état d'un autre document qui a été publié ce matin. C'est un reportage de l'Allemagne, où l'on voit ceci, de Munich:

[Traduction]

«Le premier ministre du Nouveau-Brunswick, Frank McKenna, a déclaré hier devant des gens d'affaires de la RFA que l'Accord de libre-échange canado-américain avait ouvert d'immenses marchés et il les a invités à investir dans sa province».

Des voix: Oh, oh!

Des voix: Bravo!

M. Mulroney: De toute évidence, le premier ministre McKenna, un distingué libéral canadien—peut-être le seul—est certainement un homme sage. . .

M. Broadbent: Et sa position sur le lac Meech?

M. Mulroney: . . . lorsqu'il s'agit de questions de commerce. Il a parlé d'une situation qui, mon collègue en conviendra, profitera au Nouveau-Brunswick. Le critique adjoint des questions de finances, qui est du Nouveau-Brunswick, admettra que son ancien premier ministre et ancien chef, parle en termes très éloquents des dossiers économiques. C'est pourquoi, je suis convaincu que beaucoup de libéraux voudront lui donner leur appui.

L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg-Sud-Centre): Monsieur le Président, je voudrais formuler une observation sur la dernière affirmation du premier ministre. Je me demande si, selon lui, le premier ministre du Nouveau-Brunswick fait également preuve de sagacité dans le cas des questions constitutionnelles.

Le premier ministre nous a fait part de certains chiffres en l'occurrence et je crois qu'on ne s'entend pas là-dessus au Canada. Comment se fait-il que selon les chiffres de Statistique Canada qu'il a cités, le nombre d'emplois à temps plein a diminué de 36 000 au cours du dernier mois et pour quelles raisons les chiffres sur l'emploi sont-ils inférieurs de 30 à 40 p. 100 à ceux de l'année dernière?

N'est-ce pas signe que l'Accord de libre-échange a pour conséquence directe la suppression d'un grand nombre d'emplois? Si le gouvernement fait peu de cas de ces chiffres, pourquoi a-t-il peur de publier les siens? Pour quelles raisons hésite-t-il à nous faire part de ses propres conclusions sur les répercussions de l'Accord de libre-échange, comme il l'a promis au cours de la dernière campagne électorale?

Je vais donc poser directement la question au premier ministre: Le gouvernement va-t-il rendre publics ses études et rapports sur les répercussions de l'Accord de libre-échange, afin que les Canadiens puissent enfin connaître la vérité?

M. Mulroney: Monsieur le Président, les chiffres sont publiés par Statistique Canada. Depuis 1984, on a créé 1 535 000 nouveaux emplois au Canada.

M. Allmand: Depuis l'année dernière.

M. Mulroney: Mon collègue nous parle de la dernière année. Depuis novembre 1988, depuis les élections tournant autour de l'Accord de libre-échange, on a créé au Canada 205 000 nouveaux emplois, soit 5 000 à Terre-Neuve, 4 000 en Nouvelle-Écosse, 85 000 en Ontario, 27 000 en Alberta et 84 000 en Colombie-Britannique. En fait, cette année, c'est dans l'ouest du pays que plus de 55 p. 100 de tous les nouveaux emplois ont été créés et c'est là également un signe de progrès socio-économique.